

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2023, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2024 et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 4 novembre 2024.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	3
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	4
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	14
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants.....	20
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec Woodbridge, actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées.....	23
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 septembre 2024 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	23
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables.....	24
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	24
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	24
• Annexes – Des informations supplémentaires	26

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
IA	Intelligence artificielle
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
programme de transformation	Initiative sur deux ans, achevée en décembre 2022, qui visait à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et à la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
AM	Apprentissage machine
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Woodbridge	The Woodbridge Company Limited, actionnaire majoritaire et contrôlant
YPL	York Parent Limited, l'entité qui détenait nos actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales.
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters (NYSE / TSX : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que nos clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées.



Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu, notamment l'IA générative, en offrant des solutions intégrées de gestion des processus conçues pour aider les clients à mettre en œuvre leur transformation numérique et à atteindre leurs objectifs commerciaux.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en audit et en comptabilité des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux automatisés propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.



Reuters News

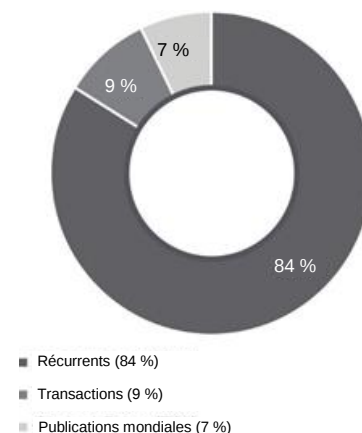
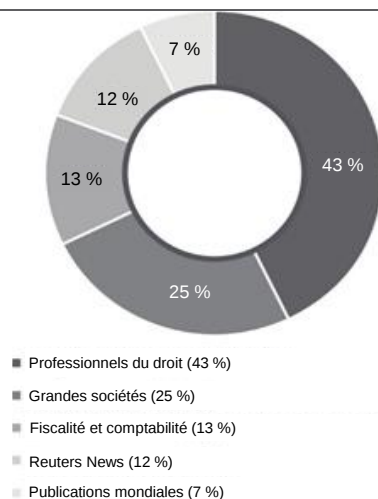
Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux professionnels des marchés financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.



Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

Produits des activités ordinaires
du troisième trimestre de 2024



Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenu, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. Nous présentons aussi de l'information sur le poste « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Faits saillants financiers

Les produits ont continué sur leur lancée au troisième trimestre. Nos produits des activités ordinaires ont augmenté de 8 % au total et de 7 % en ce qui a trait à la croissance interne, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions de nos 3 grands secteurs et de notre secteur Reuters News. Nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre stratégie à l'égard de nos produits et de notre plan d'investissement, notamment en lançant plusieurs nouveaux produits d'IA et en apportant des améliorations à CoCounsel, notre assistant utilisant l'IA générative de qualité professionnelle.

Vu notre excellente performance continue au chapitre des produits des activités ordinaires, nous avons revu à la hausse nos perspectives pour l'exercice 2024 en ce qui a trait à la croissance interne des produits des activités ordinaires pour la porter à environ 7 % pour l'ensemble de la société et à environ 8,5 % pour nos 3 grands secteurs. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

Notre bénéfice d'exploitation, notre BAIIA ajusté et la marge connexe ont tous diminué au troisième trimestre, reflétant la hausse des coûts liés à nos plans d'investissement et l'incidence des acquisitions. Le bénéfice d'exploitation a reculé de 6 %, le BAIIA ajusté a diminué de 4 % et la marge connexe s'est établie à 35,3 %, en baisse par rapport à 39,6 % à la période correspondante de l'exercice précédent.

Nous avons fait l'acquisition de Safe Sign Technologies en septembre 2024 et de Materia en octobre 2024, deux entreprises qui viennent appuyer notre stratégie à l'égard de nos produits et permettront de fournir plus rapidement des outils d'IA générative aux professionnels. Safe Sign Technologies possède une expertise en élaboration de grands modèles de langage dans le domaine juridique, tandis que Materia a mis au point et récemment lancé un assistant utilisant l'IA générative à l'intention des professionnels de la comptabilité et de la fiscalité. Nous avons également annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de notre entreprise FindLaw. Notre capacité d'accès à des capitaux et notre liquidité demeurent un atout important pour réaliser d'autres acquisitions et générer des rendements pour les actionnaires. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
	2024	2023	Total	Devises constantes	2024	2023	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 724	1 594	8 %		5 349	4 979	7 %	
Bénéfice d'exploitation	415	441	(6) %		1 387	1 774	(22) %	
Résultat dilué par action	0,67 \$	0,80 \$	(16) %		3,59 \$	4,31 \$	(17) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 724	1 594	8 %	9 %	5 349	4 979	7 %	8 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				7 %				8 %
BAlIA ajusté	609	632	(4) %	(4) %	2 061	1 971	5 %	5 %
Marge du BAlIA ajusté	35,3 %	39,6 %	(430) pb	(450) pb	38,5 %	39,5 %	(100) pb	(120) pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	454	499	(9) %		1 624	1 592	2 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	26,2 %	31,3 %	(510) pb		30,3 %	31,9 %	(160) pb	
Résultat ajusté par action	0,80 \$	0,82 \$	(2) %	(2) %	2,76 \$	2,53 \$	9 %	9 %
3 grands secteurs								
Produits des activités ordinaires	1 403	1 282	9 %	10 %	4 378	4 039	8 %	9 %
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>				9 %				9 %
BAlIA ajusté	555	566	(2) %	(2) %	1 852	1 784	4 %	4 %
Marge du BAlIA ajusté	39,5 %	44,0 %	(450) pb	(460) pb	42,3 %	44,0 %	(170) pb	(180) pb

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
			Variation					Variation		
	2024	2023	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne	2024	2023	Total	Devises cons- tantes	Crois- sance interne
Produits récurrents	1 442	1 323	9 %	10 %	8 %	4 288	3 969	8 %	8 %	8 %
Produits tirés des transactions	154	134	14 %	14 %	12 %	686	602	14 %	14 %	14 %
Produits du secteur Publications mondiales	128	137	(7) %	(6) %	(6) %	375	408	(8) %	(8) %	(8) %
Produits des activités ordinaires	1 724	1 594	8 %	9 %	7 %	5 349	4 979	7 %	8 %	8 %

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 8 % au total et de 9 % en devises constantes, du fait de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. La croissance du total des produits des activités ordinaires a été favorisée par l'apport des acquisitions. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 7 %, en raison de la hausse de 8 % des produits récurrents (84 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 12 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 6 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 7 % au total et de 8 % en devises constantes, du fait de la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions. L'incidence positive de l'apport des acquisitions sur la croissance du total des produits des activités ordinaires a été contrebalancée par la perte de produits des activités ordinaires liée à la cession de notre entreprise Elite. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 8 %, en raison de la hausse de 8 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et, dans une moindre mesure, de l'augmentation de 14 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 8 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs se sont accrus de 9 % au total et de 10 % en devises constantes. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 9 %, ce qui s'explique par la hausse de 9 % des produits récurrents et de 8 % des produits tirés des transactions. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs se sont accrus de 8 % au total et de 9 % en devises constantes. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 9 %, ce qui s'explique par la hausse de 9 % des produits récurrents et de 10 % des produits tirés des transactions. Les 3 grands secteurs ont représenté environ 81 % et 82 % du total de nos produits des activités ordinaires du troisième trimestre et de la période de neuf mois, respectivement.

Pour les deux périodes, les mouvements du change ont eu une incidence légèrement défavorable sur la croissance des produits des activités ordinaires, en raison principalement de l'appréciation du dollar américain par rapport au réal brésilien et au peso argentin, ce qui a été en partie contrebalancé par l'affaiblissement du dollar américain par rapport à la livre sterling.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 6 % au troisième trimestre, du fait surtout que la hausse des produits des activités ordinaires a été plus que contrebalancée par l'augmentation des coûts se rapportant essentiellement aux acquisitions et aux investissements de croissance dans nos activités. Le bénéfice d'exploitation a diminué de 22 % pour la période de neuf mois, principalement parce que la période correspondante de 2023 comprenait un profit de 347 M\$ à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite.

Au troisième trimestre, le BAIIA ajusté, qui tenait compte de l'incidence des investissements de croissance et des acquisitions, a reculé de 4 % et la marge connexe a diminué pour s'établir à 35,3 %, comparativement à 39,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul du BAIIA ajusté est attribuable à une baisse de 2 % dans les 3 grands secteurs et de 22 % dans le secteur Publications mondiales. Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté, qui ne tient pas compte du profit à la vente d'Elite ni d'autres éléments, a augmenté de 5 %, reflétant une hausse de 4 % dans les 3 grands secteurs et de 37 % dans le secteur Reuters News, en partie contrebalancée par une diminution de 16 % dans le secteur Publications mondiales. La marge connexe a diminué pour s'établir à 38,5 %, comparativement à 39,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 20 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté au troisième trimestre et pour la période de neuf mois.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont diminué au troisième trimestre en raison de la baisse du BAIIA ajusté et de la hausse des dépenses d'investissement à payer. Au cours de la période de neuf mois, le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer a augmenté, car la hausse du BAIIA ajusté a plus que compensé l'augmentation des dépenses d'investissement à payer. Les marges connexes ont diminué par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
	2024	2023	Variation		2024	2023	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 117	958	17 %	16 %	3 288	3 022	9 %	10 %
Déduire : ajustements de juste valeur¹⁾	—	6			8	1		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 117	964	16 %	16 %	3 296	3 023	9 %	10 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Pour les deux périodes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté au total et en devises constantes, par suite principalement de la hausse des charges liées aux acquisitions et aux investissements et de l'augmentation de la charge de rémunération liée à une amélioration de la performance. Pour la période de neuf mois, l'augmentation des charges d'exploitation a été contrebalancée par la baisse des coûts attribuable à la cession d'Elite en juin 2023.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	30	28	7 %	87	87	—
Dotation aux amortissements des logiciels						
Développement en interne	117	111	6 %	349	329	6 %
Logiciels acquis	34	21	57 %	109	48	124 %
Total de la dotation aux amortissements des logiciels	151	132	14 %	458	377	22 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	21	24	(11) %	69	72	(4) %

- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles a légèrement augmenté pour le troisième trimestre et est demeurée inchangée pour la période de neuf mois.
- Le total de la dotation aux amortissements des logiciels a augmenté en raison des acquisitions et du développement de produits.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué pour les deux périodes, car l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs a plus que compensé la hausse des charges liée aux acquisitions récentes.

Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	10	(11)	(60)	353

Le montant net des autres profits (pertes) d'exploitation a été négligeable pour les troisième trimestres de 2024 et de 2023. Le montant net des autres pertes d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2024 comprend une perte de valeur d'un placement comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, qui reflète une baisse de la valeur de son avoir immobilier commercial, des coûts de transactions liés aux acquisitions et des coûts se rapportant à une provision liée aux questions juridiques. Le montant net des autres profits d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2023 comprenait un profit de 347 M\$ à la vente d'une participation majoritaire dans notre entreprise Elite et un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne détenue en propriété exclusive à une société affiliée à Woodbridge.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2024	2023	Variation	2024	2023	Variation
Charge d'intérêts, montant net	21	32	(32) %	97	121	(19) %

Le montant net de la charge d'intérêts a diminué pour les deux périodes, car le recul de la charge d'intérêts liée aux emprunts sous forme de papier commercial et du remboursement de nos billets à 4,30 % de 600 M\$ à leur échéance en novembre 2023 a plus que contrebalancé l'avantage lié à l'intérêt de 12 M\$ comptabilisé à l'exercice précédent relativement à la reprise de provisions pour impôt. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme porte intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres charges (produits) financiers

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Autres charges (produits) financiers	32	(117)	8	75

Pour le troisième trimestre de 2024, les autres charges financières comprenaient principalement le montant net des pertes de change sur les ententes de financement intragroupe. Pour les neuf premiers mois de 2024, les autres charges financières ont été négligeables, car le montant net des pertes de change du troisième trimestre a contrebalancé les profits de change comptabilisés plus tôt dans l'exercice. Au troisième trimestre de 2023, les autres produits financiers comprenaient des profits de 67 M\$ attribuables aux contrats de change sur des instruments visant à réduire le risque de change sur une partie de notre participation indirecte dans LSEG, qui était libellée en livres sterling, ainsi que le montant net des profits de change sur les ententes de financement intragroupe. Pour les neuf premiers mois de 2023, les autres charges financières comprenaient des pertes de 68 M\$ attribuables aux contrats de change, ainsi que des pertes de change sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
YPL	–	(167)	68	828
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	(7)	(23)	(13)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(8)	(174)	45	815

En mai 2024, nous avons vendu le reste de nos actions de LSEG détenues indirectement par l'intermédiaire de YPL. Nous avons comptabilisé la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, nous avons conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de notre placement.

Notre quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt de notre participation dans YPL se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
(Diminution) augmentation du cours de l'action de LSEG	–	(111)	(86)	587
(Pertes) profits de change sur les actions de LSEG	–	(107)	(3)	165
Dividendes	–	13	6	58
Perte sur contrat à terme	–	–	–	(77)
(Perte) profit sur options d'achat	–	(1)	22	(1)
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres¹⁾	–	39	129	96
YPL – Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	(167)	68	828

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation de l'incidence cumulative résiduelle des opérations sur capitaux propres exclues de notre participation dans YPL.

Charge (produit) d'impôt

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Charge (produit) d'impôt	77	(18)	(258)	397

Pour le troisième trimestre de 2024, la charge d'impôt s'est élevée à 77 M\$. Pour les neuf premiers mois de 2024, le montant net du produit d'impôt comprenait un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à de nouvelles lois fiscales promulguées au Canada, qui ont eu pour effet de réduire notre capacité à déduire la charge d'intérêts de nos revenus imposables au Canada, augmentant ainsi le bénéfice imposable au Canada, de sorte que nous nous attendons maintenant à utiliser les pertes fiscales reportées en avant et d'autres avantages fiscaux, que nous n'avons pas comptabilisés auparavant à titre d'actif d'impôt différé.

En janvier 2024, nous avons commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et adopté dans les principaux territoires où nous exerçons nos activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, les règles du modèle du Pilier 2 appliquent un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, nous avons comptabilisé des montants respectifs de 2 M\$ et de 9 M\$ en charge d'impôt complémentaire, attribuable aux bénéfices que nous avons réalisés en Suisse.

Pour le troisième trimestre de 2023, le produit d'impôt comprenait un produit d'impôt de 38 M\$ lié à la quote-part qui nous revient de la perte des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et une charge d'impôt de 15 M\$ liée à d'autres produits financiers, principalement des profits sur les contrats de change se rapportant à notre participation dans LSEG. Le produit d'impôt du troisième trimestre de 2023 comprenait également des produits de 61 M\$ liés à la reprise de provisions pour impôt qui n'étaient plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription. Pour les neuf premiers mois de 2023, la charge d'impôt comprenait une charge d'impôt de 195 M\$ liée à la quote-part qui nous revient du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et un produit d'impôt de 16 M\$ lié à d'autres charges financières. Le montant comptabilisé pour la période de neuf mois incluait aussi des produits de 61 M\$ liés à la reprise de provisions pour impôt, un montant de 24 M\$ se rapportant au règlement d'un contrôle fiscal ainsi qu'une charge de 78 M\$ au titre de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite.

En outre, le produit ou la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
(Produit) charge d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Comptabilisation d'un actif d'impôt différé ¹⁾	–	–	(468)	–
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ²⁾	–	(61)	(15)	(61)
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ³⁾	–	–	–	1
Ajustements de l'impôt différé ⁴⁾	(2)	(1)	–	(4)
Total partiel	(2)	(62)	(483)	(64)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	(7)	(5)	(24)	(12)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(5)	(5)	(16)	(17)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	3	(2)	(9)	75
Autres produits (charges) financiers	–	15	(8)	(16)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4	(38)	11	195
Autres éléments	–	4	1	2
Total partiel	(5)	(31)	(45)	227
Total	(7)	(93)	(528)	163

1) Se rapporte aux nouvelles lois fiscales promulguées au Canada.

2) En 2024, se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison du règlement d'un litige fiscal. En 2023, se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription.

3) Se rapportent essentiellement à des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs.

4) Se rapportent essentiellement aux ajustements d'actifs d'impôt différé attribuables à une filiale non américaine.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons donc de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Charge (produit) d'impôt	77	(18)	(258)	397
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	7	93	528	(163)
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(3)	(2)	7	1
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	81	73	277	235

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	24	(3)	35	21

Pour toutes les périodes, le bénéfice ou la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait principalement du bénéfice ou de la perte découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Le bénéfice ou la perte était attribuable aux fluctuations des taux de change et d'intérêt. Les neuf premiers mois de 2024 rendent également compte de l'incidence favorable de la reprise de provisions qui ne sont plus requises en raison du règlement de litiges fiscaux.

Bénéfice net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2024	2023	Total	Devises constantes	2024	2023	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Bénéfice net	301	367	(18) %		1 620	2 017	(20) %	
Résultat dilué par action	0,67 \$	0,80 \$	(16) %		3,59 \$	4,31 \$	(17) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾								
Résultat ajusté	359	375	(5) %		1 247	1 183	5 %	
Résultat ajusté par action	0,80 \$	0,82 \$	(2) %	(2) %	2,76 \$	2,53 \$	9 %	9 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué au troisième trimestre, en raison principalement de l'accroissement de la charge d'impôt, du fait de la reprise de certaines provisions pour impôt au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué, ce qui s'explique avant tout par la comptabilisation, à la période correspondante de l'exercice précédent, du profit à la vente d'Elite, de la reprise de certaines provisions pour impôt et de l'augmentation importante de la valeur de la participation de la société dans LSEG. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la comptabilisation, pour la période écoulée, d'un produit d'impôt hors trésorerie de 468 M\$ lié aux lois fiscales promulguées au Canada.

Le résultat ajusté et le résultat ajusté par action du troisième trimestre, dont sont exclus la reprise de certaines provisions pour impôt et d'autres ajustements, ont diminué par suite de la baisse du BAIIA ajusté et de la hausse de la charge d'impôt, qui ont été en partie compensées par la baisse de la charge d'intérêts. Le résultat ajusté et le résultat ajusté par action de la période de neuf mois, dont sont exclus le profit à la vente d'Elite, les variations de la valeur de notre participation dans LSEG, la reprise de certaines provisions pour impôt et le produit d'impôt hors trésorerie ainsi que d'autres ajustements, ont augmenté en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté.

Pour les deux périodes, le résultat dilué par action et le résultat ajusté par action ont été avantagés par la réduction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation en raison des rachats d'actions et, pour la période de neuf mois, de notre opération de remboursement de capital en juin 2023.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024. Nous évaluons la croissance des produits des activités ordinaires de chaque secteur et des entreprises au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	721	661	9 %	9 %	8 %	2 121	2 000	6 %	6 %	8 %
Produits tirés des transactions	24	27	(12) %	(11) %	(11) %	72	107	(33) %	(32) %	(1) %
Produits des activités ordinaires	745	688	8 %	8 %	7 %	2 193	2 107	4 %	4 %	7 %
BAIIA ajusté sectoriel	334	338	(1) %	(1) %		1 003	1 001	—	—	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	44,9 %	49,1 %	(420) pb	(430) pb		45,7 %	47,5 %	(180) pb	(180) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes au troisième trimestre, du fait de la croissance interne des produits des activités ordinaires et de l'apport de nos acquisitions. Pour la période de neuf mois, la hausse des produits des activités ordinaires au total et en devises constantes est attribuable à la croissance interne des produits des activités ordinaires. Les acquisitions ont contribué à la croissance, mais ont été plus que compensées par la perte de produits des activités ordinaires liée à la cession de l'entreprise Elite en juin 2023.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 7 % pour les deux périodes, en raison de l'accroissement des produits récurrents tirés de Westlaw, de CoCounsel, de Practical Law et des activités internationales du secteur. La migration des clients d'un produit du secteur Publications mondiales à Westlaw a fait croître les produits des activités ordinaires d'un exercice à l'autre de 5 M\$ au troisième trimestre et de 14 M\$ pour la période de neuf mois. Les produits récurrents ont représenté 97 % des produits des activités ordinaires du secteur Professionnels du droit pour les deux périodes. Les produits tirés des transactions ont diminué en interne au cours des deux périodes.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué au troisième trimestre et a légèrement augmenté pour la période de neuf mois. Les marges connexes ont diminué au cours des deux périodes. La performance des deux périodes reflète une hausse des coûts, qui comprend une augmentation des investissements. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel au troisième trimestre, mais n'ont pas eu d'incidence pour la période de neuf mois.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	390	349	12 %	12 %	9 %	1 142	1 015	12 %	12 %	10 %
Produits tirés des transactions	47	42	12 %	12 %	13 %	244	203	21 %	21 %	11 %
Produits des activités ordinaires	437	391	12 %	12 %	10 %	1 386	1 218	14 %	14 %	10 %
BAIIA ajusté sectoriel	162	164	(1) %	(2) %		518	481	8 %	7 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	36,8 %	41,9 %	(510) pb	(520) pb		37,2 %	39,4 %	(220) pb	(230) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes au cours des deux périodes et tiennent compte de l'apport de notre acquisition de Pagero. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 10 % pour les deux périodes, attribuable à l'augmentation des produits récurrents et des produits tirés des transactions. La croissance interne des produits récurrents a été alimentée par Practical Law, Direct Tax et Indirect Tax, Clear et les activités internationales du secteur. Les produits récurrents ont représenté 89 % des produits des activités ordinaires du secteur Grandes sociétés au troisième trimestre et 82 % des produits des activités ordinaires du secteur pour la période de neuf mois. La croissance interne des produits tirés des transactions découle de l'augmentation liée à Trust, à Direct Tax, à Confirmation et aux activités internationales du secteur.

Le BAIIA ajusté sectoriel a légèrement diminué au troisième trimestre et a augmenté pour la période de neuf mois. Les marges connexes ont diminué pour les deux périodes. Pour les deux périodes, la performance rend compte de l'accroissement des investissements et de l'incidence de l'acquisition de Pagero. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour les deux périodes.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	170	160	7 %	10 %	10 %	548	503	9 %	11 %	11 %
Produits tirés des transactions	51	43	16 %	16 %	13 %	251	211	19 %	19 %	13 %
Produits des activités ordinaires	221	203	9 %	11 %	10 %	799	714	12 %	14 %	12 %
BAIIA ajusté sectoriel	59	64	(7) %	(5) %		331	302	10 %	11 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	26,8 %	31,2 %	(440) pb	(430) pb		41,5 %	41,6 %	(10) pb	(20) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, en raison notamment de l'apport de l'acquisition de SurePrep à l'exercice précédent. La croissance interne des produits des activités ordinaires des deux périodes s'explique par l'augmentation des produits récurrents et des produits tirés des transactions. La croissance interne des produits récurrents a été alimentée par les activités en Amérique latine et les produits d'UltraTax. Pour la période de neuf mois, l'augmentation a aussi été favorisée par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des produits d'audit du secteur. Les produits récurrents ont représenté 77 % des produits des activités ordinaires du secteur Fiscalité et comptabilité au troisième trimestre et 69 % des produits des activités ordinaires du secteur pour la période de neuf mois. La croissance interne des produits tirés des transactions est attribuable à UltraTax, à Confirmation et aux activités internationales du secteur. L'augmentation saisonnière des produits des activités ordinaires de SurePrep plus tôt dans l'exercice a aussi été favorable pour la période de neuf mois.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué au cours du troisième trimestre en raison surtout de la hausse des investissements. Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté sectoriel a augmenté, mais la marge connexe a légèrement diminué. La performance de la période de neuf mois est attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'accroissement des charges, y compris les investissements. Les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 10 pb au troisième trimestre sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, mais ont eu un effet favorable de 10 pb pour la période de neuf mois.

Le secteur Fiscalité et comptabilité est le secteur de la société qui affiche le plus de variations saisonnières, environ 60 % de ses produits des activités ordinaires pour l'exercice complet étant habituellement enregistrés au premier et au quatrième trimestre. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée au premier et au quatrième trimestre puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	167	158	6 %	6 %	4 %	495	468	6 %	6 %	4 %
Produits tirés des transactions	32	22	45 %	41 %	35 %	119	81	47 %	47 %	39 %
Produits des activités ordinaires	199	180	10 %	10 %	8 %	614	549	12 %	12 %	9 %
BAIIA ajusté sectoriel	40	37	10 %	14 %		151	111	37 %	39 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	20,4 %	20,4 %	–	70 pb		24,6 %	20,1 %	450 pb	460 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes au cours des deux périodes, en raison notamment de l'incidence positive des acquisitions. Sur une base interne, la croissance des produits des activités ordinaires des deux périodes a été stimulée par les produits tirés des licences d'utilisation de contenu lié à l'IA générative, y compris certains montants qui représentaient pour l'essentiel des produits tirés des transactions. L'augmentation des produits des activités ordinaires est aussi attribuable à une hausse des prix contractuels pour l'entente aux termes de laquelle des nouvelles sont fournies à l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et des services d'information à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour les neuf premiers mois de 2024, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 288 M\$ aux termes de cette entente, contre 276 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du BAIIA ajusté sectoriel au troisième trimestre s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires. La marge connexe n'a pas changé, car la variation d'un exercice à l'autre comprenait l'incidence défavorable de 70 pb des mouvements du change. Pour la période de neuf mois, l'augmentation du BAIIA ajusté sectoriel et de la marge connexe tient principalement à la hausse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence défavorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour la période de neuf mois.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2024	2023	Variation			2024	2023	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	128	137	(7) %	(6) %	(6) %	375	408	(8) %	(8) %	(8) %
BAIIA ajusté sectoriel	43	55	(22) %	(21) %		133	158	(16) %	(16) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	33,1 %	39,6 %	(650) pb	(640) pb		35,5 %	38,6 %	(310) pb	(330) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne, au cours des deux périodes, conformément à nos attentes. Les baisses des produits des activités ordinaires des deux périodes reflètent l'incidence de la migration de clients d'un produit du secteur Publications mondiales à Westlaw. Compte non tenu de l'incidence de cette migration, les produits des activités ordinaires du secteur Publications mondiales ont reculé de 3 % pour le troisième trimestre et de 5 % pour la période de neuf mois sur une base interne.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué au cours des deux périodes, du fait principalement de l'incidence de la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence défavorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel au troisième trimestre, mais ont eu une incidence favorable de 20 pb pour la période de neuf mois.

Charges liées au siège social

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023
Charges liées au siège social	29	26	75	82

Les charges liées au siège social ont augmenté au troisième trimestre en raison surtout de la hausse des charges liées à certaines unités fonctionnelles du siège social. La diminution pour la période de neuf mois rend compte d'un avantage lié au change.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour le financement des remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Pour les neuf premiers mois de 2024, nous avons touché un produit brut de 1,9 G\$ en lien avec la vente des 16,0 millions d'actions restantes de LSEG. Nous avons fait l'acquisition de Pagero et de World Business Media pour un montant totalisant 822 M\$. Pagero est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, et World Business Media est un fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités. Nous avons également remboursé l'encours de 242 M\$ de nos billets à 3,85 % de 450 M\$ à l'échéance et racheté une tranche de 639 M\$ de nos actions ordinaires, afin de mettre un terme à notre plan de racheter des actions ordinaires jusqu'à concurrence de 1,0 G\$ annoncé le 1^{er} novembre 2023. Se reporter au paragraphe « Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » plus bas pour un complément d'information.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de faire face à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le conflit en cours au Moyen-Orient, nos activités dans ces régions ne sont pas significatives pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous continuons de cibler i) un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté, ii) la distribution de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires, iii) la distribution d'au moins 75 % de nos flux de trésorerie disponibles annuels à nos actionnaires sous forme de dividendes et de rachat d'actions et iv) un rendement du capital investi (« RCI ») qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps.

Au 30 septembre 2024, nos fonds en caisse s'élevaient à 1,7 G\$, y compris une partie du produit de la vente d'actions de LSEG. Par conséquent, notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à 0,5 pour 1 au 30 septembre 2024, ce qui est bien inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,4 pour 1 au 30 septembre 2024, ce qui est aussi bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Notre prochain remboursement de la dette aura lieu en mai 2025, alors que nos billets à 2,239 % d'une valeur de 1,4 G\$ CA arriveront à échéance.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie**Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie**

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2024	2023	Variation (en \$)	2024	2023	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	756	674	82	1 893	1 636	257
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(206)	435	(641)	749	3 736	(2 987)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(492)	(1 449)	957	(2 207)	(3 924)	1 717
Écarts de conversion	3	(2)	5	(2)	(1)	(1)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	61	(342)	403	433	1 447	(1 014)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 670	2 858	(1 188)	1 298	1 069	229
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 731	2 516	(785)	1 731	2 516	(785)
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	591	529	62	1 403	1 258	145

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 82 M\$ au troisième trimestre, en raison surtout de la variation de certaines composantes du fonds de roulement. Pour la période de neuf mois, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 257 M\$, l'accroissement de la trésorerie lié à l'augmentation des produits des activités ordinaires ayant plus que compensé les dépenses d'investissement. Les résultats des neuf premiers mois de 2023 comprenaient également des paiements de 80 M\$ se rapportant à notre programme de transformation, que nous avons achevé en 2022.

Activités d'investissement. Au troisième trimestre de 2024, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement comprenaient principalement des dépenses d'investissement de 149 M\$ et un montant de 65 M\$ d'impôt payé sur la vente d'actions de LSEG. Pour la période de neuf mois, les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement comprenaient un produit de 1 854 M\$ tiré de la vente d'actions de LSEG, qui a plus que compensé les paiements d'impôt de 202 M\$ liés à la vente d'actions de LSEG ainsi qu'à la vente de certaines entreprises, les dépenses d'investissement de 446 M\$ et les dépenses liées aux acquisitions de 492 M\$, principalement liées à l'acquisition de Pagero et de World Business Media. Nous avons dépensé un montant additionnel de 384 M\$ pour acquérir la tranche restante de Pagero auprès des actionnaires minoritaires, ce qui est reflété dans les activités de financement ci-dessous.

En 2023, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement comprenaient le produit tiré de la vente d'actions de LSEG de 1 517 M\$ et de 5 393 M\$ pour le troisième trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement, et des dividendes de 13 M\$ et de 58 M\$, respectivement, tirés de notre participation dans LSEG. Les résultats de la période de neuf mois comprenaient également un produit de 418 M\$ tiré de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite. Ces entrées de trésorerie ont été en partie contrebalancées par l'impôt de 273 M\$ et de 543 M\$ payé sur la vente des actions de LSEG et de certaines autres entreprises, des dépenses d'investissement de 145 M\$ et de 412 M\$ et des dépenses d'acquisition de 678 M\$ et de 1 201 M\$ pour le troisième trimestre et pour la période de neuf mois, respectivement. Les résultats des deux périodes rendaient compte des dépenses liées aux acquisitions de Casetext, Inc., qui utilise l'IA et l'apprentissage machine pour permettre aux professionnels du droit de travailler plus efficacement, et d'Imagen Ltd, une entreprise de gestion d'actifs médiatiques. La période de neuf mois reflétait également l'acquisition de SurePrep, fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale.

Activités de financement. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2024, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement comprenaient respectivement des remboursements de 242 M\$ et de 290 M\$ sur la dette ainsi que des paiements de dividendes de 236 M\$ et de 708 M\$ à nos actionnaires ordinaires. Les remboursements sur la dette pour la période de neuf mois comprenaient un montant de 48 M\$ pour le remboursement de l'encours de la dette de Pagero. La période de neuf mois rendait aussi compte de paiements nets de 139 M\$ aux termes de notre programme de papier commercial, de rachats d'actions de 639 M\$ et d'un montant de 384 M\$ pour l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires de Pagero.

En 2023, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement rendaient compte des remboursements nets sur les emprunts aux termes de notre programme de papier commercial de 1 214 M\$ et de 443 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement. Chaque période tenait également compte de redistributions à nos actionnaires ordinaires. Le troisième trimestre rendait compte de paiements de dividendes de 218 M\$. La période de neuf mois incluait un montant de 2 045 M\$ se rapportant à une opération de remboursement de capital et de regroupement d'actions, le versement de dividendes de 672 M\$ et des rachats d'actions de 718 M\$. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes », « Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » et « Remboursement de capital et regroupement d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 30 septembre 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient supérieurs aux montants inscrits au 31 décembre 2023, en raison surtout du produit net de la vente des 16,0 millions d'actions restantes de LSEG.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour les deux périodes, car l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation a plus que compensé l'accroissement des dépenses d'investissement et le recul des entrées de trésorerie provenant des autres activités d'investissement. Les autres activités d'investissement pour les neuf premiers mois de 2023 comprenaient le produit de la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. Il n'y avait aucun papier commercial en cours au 30 septembre 2024 (130 M\$ au 31 décembre 2023). Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 900 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2024.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction du taux de financement à un jour garanti à terme (Term Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR »), du taux interbancaire offert en euros (Euro Interbank Offered Rate ou « EURIBOR ») ou du taux moyen au jour le jour de la livre sterling (Simple Sterling Overnight Index Average ou « SONIA »), majoré de 102,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si au moins deux agences de notation parmi Moody's, S&P et Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont partie à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes également tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, nous pourrions choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour les trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2024, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,4 pour 1.

- **Dettes à long terme.** En septembre 2024, nous avons remboursé l'encours de 242 M\$ de nos billets à 3,85 % de 450 M\$ à même la trésorerie disponible à leur échéance.

En juin 2024, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 19 juillet 2026. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En mai 2024, S&P Global Ratings a augmenté sa notation à l'égard de notre dette à long terme, la faisant passer de BBB à BBB+.

Le tableau suivant indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion.

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dettes à long terme	Baa1	BBB+	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2024, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,20 \$ par action, du taux de dividende annualisé, qui a été porté à 2,16 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2024). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes. Au deuxième trimestre de 2023, nous avons interrompu de façon temporaire notre RRD avant la conclusion de l'opération de remboursement de capital et nous avons versé ces dividendes en trésorerie. Le RRD a repris une fois l'opération de remboursement de capital terminée. Se reporter au paragraphe « Remboursement de capital et regroupement d'actions » pour de plus amples renseignements.

Le tableau suivant détaille les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2024	2023	2024	2023
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,54 \$	0,49 \$	1,62 \$	1,47 \$
Dividendes déclarés	243	224	730	686
Dividendes réinvestis	(7)	(6)	(22)	(14)
Dividendes versés	236	218	708	672

- **Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** À l'occasion, nous rachetons des actions (et les annulons ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de gestion du capital. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires. En mai 2024, nous avons exécuté le rachat.

Le tableau suivant détaille les rachats d'actions.

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2024	2023
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	639	718
Nombre d'actions rachetées (en millions)	4,1	6,0
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	156,92 \$	120,10 \$

- **Remboursement de capital et regroupement d'actions.** En juin 2023, nous avons remboursé à nos actionnaires un montant d'environ 2,0 G\$ au moyen d'une opération de remboursement de capital, qui a été financée au moyen du produit tiré de la cession des actions détenues dans LSEG. L'opération a consisté en une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et en un regroupement d'actions, ou fractionnement inversé d'actions, à raison de 1 action avant regroupement pour 0,963957 action après regroupement. Les actionnaires assujettis à l'impôt dans un autre territoire que le Canada ont eu la possibilité de se retirer de l'opération. Le regroupement d'actions a été proportionnel à la distribution en trésorerie et le ratio de regroupement des actions a été fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la NYSE pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement le 23 juin 2023, soit la date d'entrée en vigueur de l'opération de remboursement de capital. Woodbridge, notre principal actionnaire, a pris part à l'opération. Par suite du regroupement d'actions, le nombre d'actions ordinaires en circulation de la société a diminué de 15,8 millions.

Situation financière

Le total de notre actif de 18,4 G\$ au 30 septembre 2024 n'a pratiquement pas changé par rapport au total de l'actif de 18,7 G\$ au 31 décembre 2023.

Au 30 septembre 2024, nos passifs courants excédaient nos actifs courants principalement puisqu'ils comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Par conséquent, nous inscrivons habituellement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023
Dette nette¹⁾	1 406	2 207
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté¹⁾	2 768	2 678
Dette nette/BAIIA ajusté¹⁾	0,5:1	0,8:1

1) Ces montants correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS et des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté était bien inférieur à notre ratio cible de 2,5 pour 1. La dette nette a diminué en raison de l'augmentation de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Au 30 septembre 2024, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 2,8 G\$.

Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 30 septembre 2024, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme de 2,8 G\$ était d'environ huit ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2023. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, les questions liées à la diffamation et à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements selon l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante des montants que nous avons provisionnés. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition produits par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. Nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Parce que nous sommes d'avis que notre position est justifiée par la loi, nous comptons la défendre vigoureusement et continuerons de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Nous ne pensons pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble. Les paiements que nous effectuons ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés en vertu de ces avis de cotisation, nous avons comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans nos états financiers.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2023, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

En février 2024, nous avons communiqué nos perspectives financières pour l'exercice, que nous avons mises à jour à chaque trimestre par la suite, comme l'indique le tableau ci-dessous. En novembre 2024, nous avons revu à la hausse nos perspectives en ce qui a trait à la croissance interne des produits des activités ordinaires pour les porter à environ 7 % pour l'ensemble de la société et à environ 8,5 % pour nos 3 grands secteurs. La mise à jour rend compte de l'excellente performance de nos activités au cours des neuf premiers mois de l'exercice. Nous avons maintenu les perspectives relatives à toutes les autres mesures, y compris les perspectives en ce qui a trait à la croissance du total des produits des activités ordinaires, qui n'a pas changé malgré l'augmentation de la croissance interne des produits des activités ordinaires attribuable à l'incidence de la cession de FindLaw.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives révisées pour l'exercice 2024 ainsi que les résultats réels pour l'exercice 2023, qui comprennent les mesures financières non conformes aux IFRS. Nos perspectives pour 2024 :

- présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2023;
- ne tiennent pas compte de l'incidence des autres acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures.

Nous croyons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance prévue de nos activités.

Nous continuons d'exercer nos activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale, entre autres facteurs, pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2023	Perspectives pour 2024 8 février 2024	Perspectives pour 2024 2 mai 2024	Perspectives pour 2024 1 ^{er} août 2024	Perspectives pour 2024 5 novembre 2024
Croissance des produits des activités ordinaires	3 %	Environ 6,5 %	6,5 % - 7,0 %	Environ 7,0 %	Inchangé
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires¹⁾</i>	6 %	Environ 6,0 %	6,0 % - 6,5 %	Environ 6,5 %	Environ 7,0 %
Marge du BAIIA ajusté¹⁾	39,3 %	Environ 38 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Charges liées au siège social	115 M\$	Entre 120 M\$ et 130 M\$	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Flux de trésorerie disponibles¹⁾	1,9 G\$	Environ 1,8 G\$	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires¹⁾	7,8 %	Environ 8,5 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Dotation aux amortissements des logiciels	628 M\$	Entre 730 M\$ et 750 M\$	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Dotation aux amortissements des logiciels développés en interne	556 M\$	Entre 595 M\$ et 615 M\$	Inchangé	Entre 580 M\$ et 600 M\$	Inchangé
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	72 M\$	Environ 135 M\$	Inchangé	Environ 150 M\$	Inchangé
Charge d'intérêts²⁾	164 M\$	Entre 150 M\$ et 170 M\$	Inchangé	Entre 125 M\$ et 145 M\$	Inchangé
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté¹⁾	16,5 %	Environ 18 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé
3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2023	Perspectives pour 2024 8 février 2024	Perspectives pour 2024 2 mai 2024	Perspectives pour 2024 1 ^{er} août 2024	Perspectives pour 2024 5 novembre 2024
Croissance des produits des activités ordinaires	3 %	Environ 8,0 %	8,0 % - 8,5 %	Environ 8,5 %	Inchangé
<i>Croissance interne des produits des activités ordinaires</i>	7 %	Environ 7,5 %	7,5 % - 8,0 %	Environ 8,0 %	Environ 8,5 %
Marge du BAIIA ajusté	43,8 %	Environ 43 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

2) Les chiffres réels pour 2023 ne tiennent pas compte de l'avantage lié à l'intérêt d'un montant de 12 M\$ lié à la reprise de provisions pour impôt, qui est retranché du résultat ajusté.

Nous prévoyons que le taux de croissance interne des produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre de 2024 sera d'environ 5 % et la marge du BAIIA ajusté, d'environ 37 %. Nous prévoyons que la comptabilisation, à la période correspondante de l'exercice précédent, des importants produits tirés des transactions de 18 M\$ des licences d'utilisation de contenu lié à l'IA générative dans notre secteur Reuters News aura une incidence défavorable de 1 % sur notre taux de croissance interne des produits des activités ordinaires. Nous prévoyons également un ralentissement de la croissance des produits des activités ordinaires dans nos secteurs Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité, en raison surtout des variations saisonnières de la composition des produits des activités ordinaires.

Le tableau qui suit présente un sommaire des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, et à composer avec les nouveautés dans ces domaines, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- L'instabilité géopolitique actuelle et l'incertitude concernant les taux d'intérêt et l'inflation continuent d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de l'une ou l'autre de ces conditions, ou d'une combinaison de celles-ci, pourraient avoir une incidence sur l'économie mondiale et entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité). - L'incertitude concernant le régime juridique et réglementaire en ce qui a trait à l'IA. La législation future éventuelle pourrait rendre plus difficile nos activités commerciales utilisant l'IA, donner lieu à des amendes ou à des pénalités réglementaires, nous obliger à changer notre gamme de produits ou nos pratiques commerciales ou encore nous empêcher d'utiliser l'IA ou limiter l'utilisation que nous pouvons en faire. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les coûts d'intégration liés aux récentes acquisitions réduiront les marges.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 8,5 % des produits des activités ordinaires en 2024.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2024 aux taux d'impôt s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2023. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il y aura des profits significatifs qui empêcheront l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des logiciels développés en interne sera de l'ordre de 580 M\$ à 600 M\$ en 2024. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 125 M\$ à 145 M\$ en 2024.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements et des logiciels développés en interne et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 4 novembre 2024, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 70 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec YPL

Au cours des neuf premiers mois de 2024, nous avons reçu des dividendes d'un montant de 1,8 G\$ de YPL liés à la vente des actions restantes de LSEG que nous détenons indirectement. Se reporter aux rubriques « Résultats d'exploitation » et « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Transactions avec 3XSQ Associates

Notre participation dans 3XSQ Associates est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, nous avons versé un montant de 10 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds. Nous avons également payé un loyer d'environ 3 M\$ à 3XSQ Associates pour des locaux de bureau dans l'immeuble.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2024. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2023 figurant dans notre rapport annuel 2023, de même qu'à la note 32 de nos états financiers consolidés annuels de 2023 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Acquisition

Le 22 octobre 2024, nous avons annoncé l'acquisition de Materia, une entreprise en démarrage aux États-Unis qui se spécialise dans l'élaboration d'un assistant IA agentique à l'intention des professionnels de la fiscalité, de l'audit et de la comptabilité. Nous procédons actuellement à la répartition de la contrepartie d'acquisition entre les actifs acquis et les passifs pris en charge à des fins comptables.

Entente de vente

Le 3 octobre 2024, nous avons annoncé la conclusion d'une entente définitive visant la vente de notre entreprise FindLaw. FindLaw exploite un répertoire de services juridiques en ligne et fournit des services de création et d'hébergement de site Web, des solutions de marketing à l'intention des cabinets d'avocats et des services d'évaluation par les pairs. La clôture de la vente, qui devrait avoir lieu au quatrième trimestre de 2024, est assujettie à l'obtention des approbations d'ordre réglementaire et aux autres conditions usuelles de clôture. Nous prévoyons comptabiliser un profit sur cette transaction.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2023, lequel figure dans notre rapport annuel 2023. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2023, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024 pour des informations au sujet des plus récentes prises de position comptables.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2023, lequel figure dans notre rapport annuel 2023. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2023, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, entre autres facteurs. Bien que nous suivions de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la Securities and Exchange Commissions (« SEC ») des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au troisième trimestre de 2024 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 4 novembre 2024, 449 916 530 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 226 422 options sur actions et un total de 1 330 500 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation restreinte liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2023 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse [sedarplus.ca](https://www.sedarplus.ca)) et auprès de la SEC à l'adresse [sec.gov](https://www.sec.gov).

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, ainsi que les énoncés concernant la vente de l'entreprise FindLaw de la société et ceux concernant l'intention de la société de cibler un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, son objectif de redistribuer au moins 75 % des flux de trésorerie disponibles annuels sous forme de dividendes et de rachats d'actions ainsi que son objectif de dégager un rendement du capital investi (« RCI ») qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps, les attentes de la société quant au remboursement des montants versés à HMRC, l'intention de la société quant à l'utilisation de reports prospectifs de pertes fiscales et d'autres avantages fiscaux, d'autres attentes concernant les priorités stratégiques, les initiatives et possibilités de la société, ainsi que ses liquidités et ressources en capital. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités, l'exploitation et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2023 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité du capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Représentent la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises (autres immobilisations incorporelles identifiables et logiciels acquis), des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté. Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte par action attribuable aux actionnaires.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les éléments ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité. Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction du taux effectif estimé pour l'exercice dans son ensemble. Le bénéfice ou la perte conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi au taux d'impôt effectif estimé de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.	Procure une base permettant l'analyse du taux d'impôt effectif associé au résultat ajusté. Notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil, parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	(Charge) produit d'impôt

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dettes nettes et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dettes nettes : Dettes totales (compte non tenu des coûts de transaction non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dettes nettes sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ».	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conformes aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation		
Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes » ou compte non tenu de l'effet du change), qui est déterminé en convertissant les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.		

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions uniquement pour la période de l'exercice considéré où nous avons détenu l'entreprise, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	L'information sur les 3 grands secteurs comprend environ 80 % des produits des activités ordinaires et représente l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023 et l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2024	2023	2024	2023	2023
Bénéfice lié aux activités poursuivies	277	370	1 585	1 996	2 646
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Charge (produit) d'impôt	77	(18)	(258)	397	417
Autres charges (produits) financiers	32	(117)	8	75	192
Charge d'intérêts, montant net	21	32	97	121	152
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	21	24	69	72	97
Dotation aux amortissements des logiciels	151	132	458	377	512
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	30	28	87	87	116
BAIIA	609	451	2 046	3 125	4 132
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	174	(45)	(815)	(1 075)
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(10)	11	60	(353)	(397)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	2	(4)	–	14	18
BAIIA ajusté	609	632	2 061	1 971	2 678
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(155)	(133)	(437)	(379)	(532)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	454	499	1 624	1 592	2 146
Marge du BAIIA ajusté	35,3 %	39,6 %	38,5 %	39,5 %	39,3 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	26,2 %	31,3 %	30,3 %	31,9 %	31,5 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023	2023
Dépenses d'investissement	149	145	446	412	544
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	6	(12)	(9)	(33)	(12)
Dépenses d'investissement à payer	155	133	437	379	532
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	7,8 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2024	2023	2024	2023	2023
Bénéfice net	301	367	1 620	2 017	2 695
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	2	(4)	–	14	18
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	34	21	109	48	72
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	21	24	69	72	97
Autres (profits) pertes d'exploitation, montant net	(10)	11	60	(353)	(397)
Avantage lié à l'intérêt ayant une incidence sur la comparabilité ^{2), 3)}	–	(12)	–	(12)	(12)
Autres charges (produits) financiers	32	(117)	8	75	192
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	174	(45)	(815)	(1 075)
Impôt sur les éléments ci-dessus ³⁾	(5)	(31)	(45)	227	265
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ^{2), 3)}	(2)	(62)	(483)	(64)	(172)
(Bénéfice) perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(24)	3	(35)	(21)	(49)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires³⁾	3	2	(7)	(1)	–
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(4)	(4)	(5)
Résultat ajusté⁴⁾	359	375	1 247	1 183	1 629
Résultat ajusté par action⁴⁾	0,80 \$	0,82 \$	2,76 \$	2,53 \$	3,51 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	450,5	456,1	451,4	466,8	464,0

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

2) En 2023, se rapportent à la reprise de provisions fiscales et de provisions pour intérêt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription.

3) Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2024 et 2023, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge (produit) d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

4) L'incidence des participations ne donnant pas le contrôle sur le résultat ajusté, qui ne s'applique qu'à la période de neuf mois close le 30 septembre 2024, a été négligeable.

Rapprochement du taux d'impôt effectif et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2023
Résultat ajusté	1 629
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	5
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	324
Résultat ajusté avant impôt	1 958
Charge d'impôt conforme aux IFRS	417
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	17
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(253)
Autres produits financiers	31
Autres profits d'exploitation, montant net	(81)
Autres éléments	(1)
Total partiel – impôt sur les éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	(265)
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	172
Total – Déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	(93)
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	324
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	16,5 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023	2024	2023	2023
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	756	674	1 893	1 636	2 341
Dépenses d'investissement	(149)	(145)	(446)	(412)	(544)
Autres activités d'investissement	–	14	6	82	137
Paievements au titre du capital des contrats de location	(15)	(13)	(46)	(44)	(58)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(4)	(4)	(5)
Flux de trésorerie disponibles	591	529	1 403	1 258	1 871

Rapprochement de la dette nette et du ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2024	2023
Dette courante	1 036	372
Dette à long terme	1 847	2 905
Total de la dette	2 883	3 277
Swaps	(42)	(65)
Total de la dette après déduction des swaps	2 841	3 212
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	4	2
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	2 845	3 214
Déduire : coûts de transaction, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	23	26
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	269	265
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(1 731)	(1 298)
Dette nette	1 406	2 207
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté	2 768	2 678
Dette nette/BAIIA ajusté	0,5:1	0,8:1

1) Représentent la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant à 116 M\$ et à 100 M\$ au 30 septembre 2024 et au 31 décembre 2023, respectivement, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de la société.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre						
	2024	2023	Total	Effet du change	Variation		
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	745	688	8 %	—	8 %	1 %	7 %
Grandes sociétés	437	391	12 %	—	12 %	2 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	221	203	9 %	(2) %	11 %	1 %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 403	1 282	9 %	—	10 %	1 %	9 %
Reuters News	199	180	10 %	—	10 %	2 %	8 %
Publications mondiales	128	137	(7) %	—	(6) %	—	(6) %
Éliminations/arrondissement	(6)	(5)					
Total des produits des activités ordinaires	1 724	1 594	8 %	—	9 %	1 %	7 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	721	661	9 %	—	9 %	1 %	8 %
Grandes sociétés	390	349	12 %	—	12 %	3 %	9 %
Fiscalité et comptabilité	170	160	7 %	(3) %	10 %	—	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 281	1 170	10 %	—	10 %	1 %	9 %
Reuters News	167	158	6 %	—	6 %	2 %	4 %
Éliminations/arrondissement	(6)	(5)					
Total des produits récurrents	1 442	1 323	9 %	—	10 %	1 %	8 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	24	27	(12) %	(2) %	(11) %	—	(11) %
Grandes sociétés	47	42	12 %	—	12 %	(1) %	13 %
Fiscalité et comptabilité	51	43	16 %	(1) %	16 %	3 %	13 %
3 grands secteurs pris collectivement	122	112	8 %	(1) %	8 %	1 %	8 %
Reuters News	32	22	45 %	3 %	41 %	7 %	35 %
Total des produits tirés des transactions	154	134	14 %	—	14 %	2 %	12 %

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre						
(en millions de dollars américains)	2024	2023	Variation				
			Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	2 193	2 107	4 %	—	4 %	(3) %	7 %
Grandes sociétés	1 386	1 218	14 %	—	14 %	4 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	799	714	12 %	(2) %	14 %	2 %	12 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 378	4 039	8 %	—	9 %	—	9 %
Reuters News	614	549	12 %	(1) %	12 %	3 %	9 %
Publications mondiales	375	408	(8) %	—	(8) %	—	(8) %
Éliminations/arrondissement	(18)	(17)					
Total des produits des activités ordinaires	5 349	4 979	7 %	—	8 %	—	8 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	2 121	2 000	6 %	—	6 %	(2) %	8 %
Grandes sociétés	1 142	1 015	12 %	—	12 %	3 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	548	503	9 %	(2) %	11 %	—	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 811	3 518	8 %	—	9 %	—	9 %
Reuters News	495	468	6 %	(1) %	6 %	2 %	4 %
Éliminations/arrondissement	(18)	(17)					
Total des produits récurrents	4 288	3 969	8 %	—	8 %	—	8 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	72	107	(33) %	(2) %	(32) %	(30) %	(1) %
Grandes sociétés	244	203	21 %	—	21 %	10 %	11 %
Fiscalité et comptabilité	251	211	19 %	(1) %	19 %	6 %	13 %
3 grands secteurs pris collectivement	567	521	9 %	(1) %	9 %	(1) %	10 %
Reuters News	119	81	47 %	—	47 %	7 %	39 %
Total des produits tirés des transactions	686	602	14 %	(1) %	14 %	—	14 %
	Exercices clos les 31 décembre						
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Variation				
			Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	2 807	2 803	—	—	—	(6) %	6 %
Grandes sociétés	1 620	1 536	5 %	—	5 %	(2) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	1 058	986	7 %	(2) %	9 %	(1) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 485	5 325	3 %	—	4 %	(4) %	7 %
Reuters News	769	733	5 %	—	5 %	1 %	4 %
Publications mondiales	562	592	(5) %	(1) %	(4) %	(1) %	(3) %
Éliminations/arrondissement	(22)	(23)					
Total des produits des activités ordinaires	6 794	6 627	3 %	—	3 %	(3) %	6 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 30 septembre				
	2024	2023	Variation		
			Total	Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	334	338	(1) %	–	(1) %
Grandes sociétés	162	164	(1) %	–	(2) %
Fiscalité et comptabilité	59	64	(7) %	(3) %	(5) %
3 grands secteurs pris collectivement	555	566	(2) %	–	(2) %
Reuters News	40	37	10 %	(4) %	14 %
Publications mondiales	43	55	(22) %	–	(21) %
Charges liées au siège social	(29)	(26)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	609	632	(4) %	–	(4) %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	44,9 %	49,1 %	(420) pb	10 pb	(430) pb
Grandes sociétés	36,8 %	41,9 %	(510) pb	10 pb	(520) pb
Fiscalité et comptabilité	26,8 %	31,2 %	(440) pb	(10) pb	(430) pb
3 grands secteurs pris collectivement	39,5 %	44,0 %	(450) pb	10 pb	(460) pb
Reuters News	20,4 %	20,4 %	–	(70) pb	70 pb
Publications mondiales	33,1 %	39,6 %	(650) pb	(10) pb	(640) pb
Marge du BAIIA ajusté	35,3 %	39,6 %	(430) pb	20 pb	(450) pb
Charges d'exploitation	1 117	958	17 %	–	16 %
Résultat ajusté par action	0,80 \$	0,82 \$	(2) %	–	(2) %

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2024	2023	Total	Variation Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	1 003	1 001	—	—	—
Grandes sociétés	518	481	8 %	—	7 %
Fiscalité et comptabilité	331	302	10 %	(2) %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 852	1 784	4 %	—	4 %
Reuters News	151	111	37 %	(2) %	39 %
Publications mondiales	133	158	(16) %	—	(16) %
Charges liées au siège social	(75)	(82)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	2 061	1 971	5 %	—	5 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	45,7 %	47,5 %	(180) pb	—	(180) pb
Grandes sociétés	37,2 %	39,4 %	(220) pb	10 pb	(230) pb
Fiscalité et comptabilité	41,5 %	41,6 %	(10) pb	10 pb	(20) pb
3 grands secteurs pris collectivement	42,3 %	44,0 %	(170) pb	10 pb	(180) pb
Reuters News	24,6 %	20,1 %	450 pb	(10) pb	460 pb
Publications mondiales	35,5 %	38,6 %	(310) pb	20 pb	(330) pb
Marge du BAIIA ajusté	38,5 %	39,5 %	(100) pb	20 pb	(120) pb
Charges d'exploitation	3 288	3 022	9 %	(1) %	10 %
Résultat ajusté par action	2,76 \$	2,53 \$	9 %	—	9 %

BAIIA ajusté et marges connexes des 3 grands secteurs et consolidés

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2023
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 299
Grandes sociétés	619
Fiscalité et comptabilité	490
3 grands secteurs pris collectivement	2 408
Reuters News	172
Publications mondiales	213
Charges liées au siège social	(115)
BAIIA ajusté	2 678
3 grands secteurs pris collectivement	
BAIIA ajusté	2 408
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 15 M\$ liés aux produits différés acquis	5 500
Marge du BAIIA ajusté	43,8 %
Résultats consolidés	
BAIIA ajusté	2 678
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 16 M\$ liés aux produits différés acquis	6 810
Marge du BAIIA ajusté	39,3 %

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

Pour calculer la marge du BAIIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Le tableau ci-après présente un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

	Trimestre clos le 30 septembre 2024				
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	745	–	745	334	44,9 %
Grandes sociétés	437	2	439	162	36,8 %
Fiscalité et comptabilité	221	–	221	59	26,8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 403	2	1 405	555	39,5 %
Reuters News	199	–	199	40	20,4 %
Publications mondiales	128	–	128	43	33,1 %
Éliminations/arrondissement	(6)	–	(6)	–	s. o.
Charges liées au siège social	–	–	–	(29)	s. o.
Totaux consolidés	1 724	2	1 726	609	35,3 %

Période de neuf mois close le 30 septembre 2024					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	2 193	1	2 194	1 003	45,7 %
Grandes sociétés	1 386	6	1 392	518	37,2 %
Fiscalité et comptabilité	799	–	799	331	41,5 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 378	7	4 385	1 852	42,3 %
Reuters News	614	1	615	151	24,6 %
Publications mondiales	375	–	375	133	35,5 %
Éliminations/arrondissement	(18)	–	(18)	–	s. o.
Charges liées au siège social	–	–	–	(75)	s. o.
Totaux consolidés	5 349	8	5 357	2 061	38,5 %

Trimestre clos le 30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	688	1	689	338	49,1 %
Grandes sociétés	391	–	391	164	41,9 %
Fiscalité et comptabilité	203	1	204	64	31,2 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 282	2	1 284	566	44,0 %
Reuters News	180	–	180	37	20,4 %
Publications mondiales	137	–	137	55	39,6 %
Éliminations/arrondissement	(5)	–	(5)	–	s. o.
Charges liées au siège social	–	–	–	(26)	s. o.
Totaux consolidés	1 594	2	1 596	632	39,6 %

Période de neuf mois close le 30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	2 107	1	2 108	1 001	47,5 %
Grandes sociétés	1 218	3	1 221	481	39,4 %
Fiscalité et comptabilité	714	11	725	302	41,6 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 039	15	4 054	1 784	44,0 %
Reuters News	549	—	549	111	20,1 %
Publications mondiales	408	—	408	158	38,6 %
Éliminations/arrondissement	(17)	—	(17)	—	s. o.
Charges liées au siège social	—	—	—	(82)	s. o.
Totaux consolidés	4 979	15	4 994	1 971	39,5 %

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

	Trimestres clos les							
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 déc. 2022
Produits des activités ordinaires	1 724	1 740	1 885	1 815	1 594	1 647	1 738	1 765
Bénéfice d'exploitation	415	415	557	558	441	825	508	631
Bénéfice lié aux activités poursuivies	277	844	464	650	370	889	737	179
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	24	(3)	14	28	(3)	5	19	39
Bénéfice net	301	841	478	678	367	894	756	218
Bénéfice (perte) attribuable aux :								
Actionnaires ordinaires	301	841	481	678	367	894	756	218
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(3)	–	–	–	–	–
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,61 \$	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$	1,89 \$	1,56 \$	0,37 \$
Lié aux activités abandonnées	0,06	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)	0,01	0,04	0,08
	0,67 \$	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$	1,90 \$	1,60 \$	0,45 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,61 \$	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$	1,89 \$	1,55 \$	0,37 \$
Lié aux activités abandonnées	0,06	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)	0,01	0,04	0,08
	0,67 \$	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$	1,90 \$	1,59 \$	0,45 \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires, sauf au quatrième trimestre de 2022, où un raffermissement important du dollar américain a entraîné une légère baisse de nos produits des activités ordinaires. Les acquisitions ont eu une incidence positive sur nos produits des activités ordinaires au troisième trimestre de 2024. Les cessions ont eu un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires durant l'exercice 2023 de même qu'aux deux premiers trimestres de 2024, en dépit de l'apport des acquisitions récentes.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est habituellement peu touché par le caractère saisonnier. En effet, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes, notre rentabilité s'accroît généralement avec l'augmentation de nos produits des activités ordinaires. Lorsque nos produits diminuent, notre rentabilité est habituellement affectée. Les résultats du deuxième trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 incluent des profits découlant de la vente de certaines entreprises secondaires. En 2022, les coûts liés au programme de transformation, terminé à la fin de 2022, ont influé sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice net – Notre bénéfice net a été considérablement influencé par notre ancienne participation dans LSEG pour certaines périodes. Le bénéfice net du premier, du deuxième et du quatrième trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 rend compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que celui du troisième trimestre de 2023 rend compte d'une diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Les résultats du deuxième trimestre de 2024 comprennent un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à une nouvelle législation fiscale promulguée au Canada.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale ou aucune activité commerciale qui lui est propre. Si TR Finance LLC venait à émettre des titres d'emprunt, TR Finance LLC prévoit que le produit sera prêté aux filiales garantes et (ou) aux filiales américaines qui sont des actionnaires directs ou indirects des filiales garantes. TR Finance LLC prévoit être en mesure de payer des intérêts, des primes et des charges d'exploitation et de s'acquitter de ses obligations au titre de la dette au moyen des produits d'intérêts sur les prêts consentis à des sociétés affiliées, et pourra également compter sur le financement tiré des garanties fournies par les filiales garantes et Thomson Reuters Corporation. Toutefois, la capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra de la capacité des filiales garantes et (ou) des autres filiales américaines de payer l'intérêt et de s'acquitter des obligations au titre de la dette aux termes des prêts consentis aux sociétés affiliées et du soutien financier des filiales garantes et de Thomson Reuters Corporation. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'information à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2024, nos états financiers consolidés annuels de 2023, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2023, qui figure dans notre rapport annuel 2023.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 septembre 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	–	–	464	1 286	(26)	1 724
Charges d'exploitation	(4)	–	(351)	(788)	26	(1 117)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	–	–	(11)	(19)	–	(30)
Dotation aux amortissements des logiciels	–	–	(4)	(147)	–	(151)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	–	–	(10)	(11)	–	(21)
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	(1)	–	5	6	–	10
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	–	93	327	–	415
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charges) produits d'intérêts, montant net	(33)	–	3	9	–	(21)
Autres produits (charges) financiers	57	–	–	(89)	–	(32)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	32	–	(15)	(17)	–	–
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	51	–	81	230	–	362
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	–	–	(8)	–	(8)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	246	–	(1)	61	(306)	–
Produit (charge) d'impôt	4	–	(20)	(61)	–	(77)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	301	–	60	222	(306)	277
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	–	–	–	24	–	24
Bénéfice net	301	–	60	246	(306)	301
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	301	–	60	246	(306)	301
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	–

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	–	–	456	1 301	(163)	1 594
Charges d'exploitation	(1)	–	(348)	(772)	163	(958)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	–	–	(9)	(19)	–	(28)
Dotation aux amortissements des logiciels	–	–	(4)	(128)	–	(132)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	–	–	(12)	(12)	–	(24)
Autres pertes d'exploitation, montant net	(1)	–	(2)	(8)	–	(11)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(2)	–	81	362	–	441
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(51)	–	3	16	–	(32)
Autres produits (charges) financiers	39	–	(1)	79	–	117
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	50	–	(15)	(35)	–	–
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	36	–	68	422	–	526
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	–	–	(174)	–	(174)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	331	–	(13)	58	(376)	–
(Charge) produit d'impôt	–	–	(10)	28	–	18
Bénéfice lié aux activités poursuivies	367	–	45	334	(376)	370
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	–	–	–	(3)	–	(3)
Bénéfice net	367	–	45	331	(376)	367
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	367	–	45	331	(376)	367
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	–	–

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	–	–	1 500	4 214	(365)	5 349
Charges d'exploitation	(13)	–	(1 104)	(2 536)	365	(3 288)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	–	–	(29)	(58)	–	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels	–	–	(12)	(446)	–	(458)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	–	–	(30)	(39)	–	(69)
Autres pertes d'exploitation, montant net	(1)	–	(22)	(37)	–	(60)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(14)	–	303	1 098	–	1 387
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(106)	–	4	5	–	(97)
Autres (charges) produits financiers	(32)	–	1	23	–	(8)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	92	–	(45)	(47)	–	–
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(60)	–	263	1 079	–	1 282
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	–	–	–	45	–	45
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	1 461	–	(2)	199	(1 658)	–
Produit (charge) d'impôt	219	–	(64)	103	–	258
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 620	–	197	1 426	(1 658)	1 585
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	–	–	–	35	–	35
Bénéfice net	1 620	–	197	1 461	(1 658)	1 620
Bénéfice (perte) attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	1 620	–	197	1 464	(1 658)	1 623
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(3)	–	(3)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	—	—	1 533	3 937	(491)	4 979
Charges d'exploitation	(7)	—	(1 108)	(2 398)	491	(3 022)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	—	—	(30)	(57)	—	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels	—	—	(13)	(364)	—	(377)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	—	—	(35)	(37)	—	(72)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	22	—	(7)	338	—	353
Bénéfice d'exploitation	15	—	340	1 419	—	1 774
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(150)	—	7	22	—	(121)
Autres produits (charges) financiers	13	—	—	(88)	—	(75)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	158	—	(39)	(119)	—	—
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	36	—	308	1 234	—	1 578
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	815	—	815
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 981	—	55	259	(2 295)	—
Charge d'impôt	—	—	(49)	(348)	—	(397)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	2 017	—	314	1 960	(2 295)	1 996
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	—	—	—	21	—	21
Bénéfice net	2 017	—	314	1 981	(2 295)	2 017
Bénéfice attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	2 017	—	314	1 981	(2 295)	2 017
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	30 septembre 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	—	367	1 356	—	1 731
Créances clients et autres créances d'exploitation	—	—	192	819	—	1 011
Créances d'exploitation intragroupe	2 777	—	524	3 208	(6 509)	—
Autres actifs financiers	41	—	5	8	—	54
Charges payées d'avance et autres actifs courants	—	—	172	222	—	394
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	2 826	—	1 260	5 613	(6 509)	3 190
Actifs détenus en vue de la vente	—	—	136	32	—	168
Actifs courants	2 826	—	1 396	5 645	(6 509)	3 358
Immobilisations corporelles, montant net	—	—	195	235	—	430
Logiciels, montant net	—	—	38	1 392	—	1 430
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	—	—	992	2 173	—	3 165
Goodwill	—	—	3 729	3 613	—	7 342
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	277	—	277
Autres actifs financiers	71	—	2	307	—	380
Autres actifs non courants	—	—	93	530	—	623
Créances d'exploitation intragroupe	164	—	2	777	(943)	—
Placements dans des filiales	14 238	—	497	4 068	(18 803)	—
Actifs d'impôt différé	223	—	—	1 203	—	1 426
Total de l'actif	17 522	—	6 944	20 220	(26 255)	18 431
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dettes courantes	1 036	—	—	—	—	1 036
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	68	—	287	708	—	1 063
Passif d'impôt exigible	—	—	—	296	—	296
Produits différés	—	—	461	583	—	1 044
Dettes d'exploitation intragroupe	2 696	—	512	3 301	(6 509)	—
Autres passifs financiers	—	—	11	89	—	100
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	3 800	—	1 271	4 977	(6 509)	3 539
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	—	—	13	9	—	22
Passifs courants	3 800	—	1 284	4 986	(6 509)	3 561
Dettes à long terme	1 847	—	—	—	—	1 847
Provisions et autres passifs non courants	2	—	5	663	—	670
Autres passifs financiers	—	—	81	162	—	243
Dettes d'exploitation intragroupe	—	—	778	165	(943)	—
Passifs d'impôt différé	—	—	231	6	—	237
Total du passif	5 649	—	2 379	5 982	(7 452)	6 558
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 873	—	4 565	14 238	(18 803)	11 873
Total du passif et des capitaux propres	17 522	—	6 944	20 220	(26 255)	18 431

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en millions de dollars américains)	31 décembre 2023					
	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	—	182	1 092	—	1 298
Créances clients et autres créances d'exploitation	—	—	276	846	—	1 122
Créances d'exploitation intragroupe	2 666	—	465	3 402	(6 533)	—
Autres actifs financiers	—	—	6	60	—	66
Charges payées d'avance et autres actifs courants	—	—	212	223	—	435
Actifs courants compte non tenu des actifs détenus en vue de la vente	2 690	—	1 141	5 623	(6 533)	2 921
Actifs détenus en vue de la vente	—	—	—	—	—	—
Actifs courants	2 690	—	1 141	5 623	(6 533)	2 921
Immobilisations corporelles, montant net	—	—	200	247	—	447
Logiciels, montant net	—	—	49	1 187	—	1 236
Autres immobilisations incorporelles identifiées, montant net	—	—	1 021	2 144	—	3 165
Goodwill	—	—	3 803	2 916	—	6 719
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	2 030	—	2 030
Autres actifs financiers	116	—	6	322	—	444
Autres actifs non courants	—	—	116	502	—	618
Créances d'exploitation intragroupe	188	—	2	778	(968)	—
Placements dans des filiales	14 572	—	489	3 943	(19 004)	—
Actifs d'impôt différé	—	—	—	1 104	—	1 104
Total de l'actif	17 566	—	6 827	20 796	(26 505)	18 684
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	372	—	—	—	—	372
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	55	—	317	742	—	1 114
Passif d'impôt exigible	—	—	—	248	—	248
Produits différés	—	—	337	655	—	992
Dettes d'exploitation intragroupe	2 768	—	634	3 131	(6 533)	—
Autres passifs financiers	400	—	15	92	—	507
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	3 595	—	1 303	4 868	(6 533)	3 233
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	—	—	—	—	—	—
Passifs courants	3 595	—	1 303	4 868	(6 533)	3 233
Dette à long terme	2 905	—	—	—	—	2 905
Provisions et autres passifs non courants	2	—	6	684	—	692
Autres passifs financiers	—	—	76	161	—	237
Dettes d'exploitation intragroupe	—	—	778	190	(968)	—
Passifs d'impôt différé	—	—	232	321	—	553
Total du passif	6 502	—	2 395	6 224	(7 501)	7 620
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 064	—	4 432	14 572	(19 004)	11 064
Total du passif et des capitaux propres	17 566	—	6 827	20 796	(26 505)	18 684